



Autolib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr



DÉLIBÉRATION 2016 41 – Actualisation de la délégation de compétence à la Présidente du Syndicat

Séance du Comité syndical du 8 décembre 2016

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et plus particulièrement l'article L 5211-10 ;

Vu l'arrêté du 9 juillet 2009 du Préfet de la Région d'Ile-de-France, portant création du syndicat Autolib' Métropole ;

Vu les statuts du Syndicat ;

Vu la délibération n°2014 017 du 10 juillet 2014 relative à la délégation de compétence à la présidente ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de déléguer à la Présidente une partie de ses attributions, à l'exception de celles qui lui sont expressément réservées par la loi.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré,

DECIDE, de donner délégation de compétence à la Présidente, pour la durée de son mandat, pour :

1°) procéder :

- à la réalisation de tout type d'emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget dans la limite d'un montant maximum annuel fixé lors de l'adoption du budget annuel, du budget supplémentaire ou de décisions modificatives ;
- aux opérations financières comprenant tous les actes nécessaires utiles à la gestion des emprunts ;

2°) prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

3°) décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

4°) passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

5°) décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4.600 euros ;

6°) fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;



Autolib' Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

7°) intenter au nom du Syndicat Mixte toutes les actions en justice ou de défendre le Syndicat dans les actions intentées contre lui, du fait de l'ensemble de ses activités devant toutes les juridictions sans exception, administratives et judiciaires, tant civiles que pénales, prud'homales, sociales ou commerciales et ce, tant en première instance qu'en appel ou en cassation ;

8°) réaliser les lignes de trésorerie dans la limite maximum annuelle de 50 000 euros ;

9°) demander l'avis de la Commission consultative des services publics locaux dans tous les cas visés à l'article L. 1413-1 du Code général des collectivités territoriales.

10°) tout autre pouvoir en dehors des cas strictement interdits par la loi : article L. 5211-10 du CGCT.

PREND ACTE que, conformément à l'article L. 5211-10 susvisé, la Présidente rendra compte des travaux du bureau et des attributions exercées par délégation, lors de chaque réunion de l'organe délibérant ;

PREND ACTE que, les décisions prises par la Présidente dans le cadre des pouvoirs qui lui sont ainsi délégués feront l'objet de toutes les mesures de publicité, notification et transmission légales et réglementaires.



La Présidente du Comité syndical,

Marie-Pierre de La Gontrie



Autolib Métropole

2 rue Jean Lantier
75001 Paris

Tél : 01 80 18 92 00
www.autolibmetropole.fr

DÉLIBÉRATION 2016 41 – Actualisation de la délégation de compétence à la Présidente du Syndicat

Séance du Comité syndical du 8 décembre 2016

EXPOSÉ DES MOTIFS

La délibération n°2014 017 du 10 juillet 2014 relative à la délégation de compétence à la présidente, lui donne en outre, délégation de compétence pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 206 000 € HT et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Tous les deux ans, avec effet au 1er janvier de chaque année paire, le règlement de la Commission européenne fixe les seuils applicables aux marchés publics et autres contrats de la commande publique et, ce règlement européen est ensuite transcrit en droit français par décret.

Pour ne pas avoir à actualiser la délibération de délégation de compétence à la présidente tous les deux ans, il vous est proposé la modification suivante :

Ancienne rédaction :

2°) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres **d'un montant inférieur à 206 000 € HT** et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Nouvelle rédaction :

2°) pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres **d'un montant HT inférieur au seuil de publicité de la procédure formalisée fixée par décret** et ainsi que toute décision concernant leurs avenants dans les conditions prévues par la loi, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente